

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

RI n° 506 • janvier-avril 2026 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1, 50 € – 2, 50 Fr.S – 2 \$ can.

FACE À LA GUERRE ET AU CHAOS CAPITALISTE

LA SEULE SOLUTION POUR L'HUMANITÉ, C'EST LA LUTTE INTERNATIONALE DU PROLÉTARIAT !

Du Venezuela au Cachemire, du Groenland au Soudan, à Gaza, en Ukraine ou au Sahel, le monde capitaliste prend feu de toutes parts. Les fusils grondent en mer de Chine, le Moyen-Orient est à feu et à sang, l'Iran s'enfoncé dans un immense chaos. Et les États-Unis, présentés jusqu'ici comme les « champions de la démocratie », sont le principal incendiaire de la planète : pour des projets fumeux au Groenland, Trump plante un nouveau clou sur le cercueil de l'alliance transatlantique ; pour tenter de chasser la Chine d'Amérique latine, il déstabilise un continent entier ; il relègue les brigands de l'ONU au second plan au profit d'un projet nébuleux, le « Conseil de la paix », qui a tous les traits d'une opération d'extorsion... Nous assistons à une profonde accélération du militarisme et des confrontations. En fait, nous assistons à une accélération considérable du chaos

et des confrontations entre cliques bourgeoises.

Choisir un camp bourgeois contre un autre, c'est toujours une impasse

Si les États-Unis sont au cœur du chaos mondial, Trump est aussi le produit d'un capitalisme fou. Car dans tous les pays, puissants ou non, démocratiques ou autoritaires, la bourgeoisie cherche à embrigader les exploités derrière ses sordides intérêts nationaux, que ce soit directement derrière un fusil ou en acceptant les « réformes » et les coups budgétaires pour acheter des armes.

En Ukraine, Poutine envoie des milliers de jeunes gens à la boucherie sous le prétexte délirant de sauver les populations de langue russe du nazisme. De l'autre côté du front, le gouvernement archi-corrompu de Zelensky envoie la population au

massacre au nom de la souveraineté nationale et de la démocratie.

À Gaza, l'armée israélienne transforme des gosses de 18 ou 20 ans en assassins tandis que le Hamas utilise cyniquement la population comme bouclier humain.

En Iran, alors que les mollahs écrasent la colère dans le sang, des factions rivales, activement soutenues par Israël et les États-Unis, attisent les révoltes en faveur de la « démocratie » et au retour du Shah.

Pendant ce temps, on explique aux ouvriers en Europe que les « sacrifices » sont nécessaires pour le réarmement et on prépare les esprits à l'économie de guerre : il faudrait « accepter de perdre nos enfants », selon les mots du chef d'état-major des armées françaises. Tout cela, comme toujours, au nom des valeurs démocratiques et de la paix !

Et aujourd'hui, on nous demande de

choisir entre les Mollahs sanguinaires et une bourgeoisie iranienne « démocratique », constituée d'un ramassis de mafieux, de monarchistes archaïques et de parvenus soutenus par Trump et le massacreur Netanyahu !

Le capitalisme suinte la misère et la mort par tous les pores ! L'immense chaos qui s'est installé au Moyen-Orient depuis la fin de la guerre froide est en train de s'étendre à la planète entière. Mais il faudrait quand même choisir le « camp du bien » ou celui du « moindre mal »... Non ! Aucune faction de la bourgeoisie, démocratique ou non, puissante ou faible, n'est en mesure de créer les conditions d'un monde en paix et de stabilité. Engluées dans l'engrenage des contradictions historiques et sans issue du capitalisme, elles ne peuvent que répandre le chaos et la mort. Choisir un camp bourgeois contre un autre, c'est toujours choisir nos exploités et nos assassins.

La seule alternative aux guerres du capitalisme, c'est la révolution mondiale !

Face à cet immense chaos, à l'avenir désastreux que nous promet le capitalisme, la peur s'installe sur tous les continents. Comment réagir ? Si aucun camp bourgeois n'a la solution, on fait quoi, là, maintenant ? On laisse passivement les massacres se perpétuer en attendant la révolution ?

L'histoire a montré que la seule classe capable de mettre fin aux guerres du capitalisme, c'est le prolétariat en lutte, et personne d'autre. Ce fut le cas lorsque les ouvriers en Russie renversèrent l'État bourgeois en 1917 et que les ouvriers en Allemagne se révoltèrent en 1918. Cette vague révolutionnaire en Europe de l'Est et le risque de la voir se répandre à l'Ouest a contraint les gouvernements à stopper la Première Guerre mondiale. Ce fut le cas lorsque le retour de la classe ouvrière, à partir de Mai 68, après des décennies de contre-révolution, a empêché les blocs russes et américains de s'affronter dans une Troisième Guerre mondiale. La paix réelle et définitive, le prolétariat devra la conquérir en renversant le capitalisme à l'échelle mondiale !

Le prolétariat n'a, certes, pas encore la force de s'opposer directement à la guerre et la perspective révolutionnaire

PROTESTATIONS POPULAIRES DANS LE MONDE

La jeunesse ouvrière porte en elle l'avenir, pas la Gen Z !

Au second semestre 2025, plusieurs pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, où la misère est intense et généralisée, ont été secoués par des révoltes populaires. Ces dernières ont débuté en Indonésie en août, suivies par le Népal et les Philippines en septembre. Elles se sont ensuite propagées au Pérou et à plusieurs pays d'Afrique (Togo, Maroc, Madagascar et Tanzanie) et ont éclaté en seulement quelques mois. La colère a été attisée par la corruption, l'injustice, les inégalités et le manque de transparence, dans des pays lourdement affectés par la crise du capitalisme mondial.

Les médias dominants ont instrumentalisé ces mouvements, affirmant que la jeunesse, la génération Z, allait changer le monde. Mais le monde a-t-il réellement besoin de ces révoltes populaires et contribuent-elles à mettre fin à la barbarie ?

Le Népal compte parmi les pays les plus pauvres du monde et subit une forte inflation, un sous-emploi chronique, et un faible niveau d'investissement. Son économie se maintient à flot principalement grâce aux transferts de fonds de centaines de milliers de jeunes travaillant à l'étranger dans des conditions déplorables. L'économie indonésienne est également soumise à de fortes tensions, et tout indique que le pays approche d'un point de rupture budgétaire, avec un chômage important, des licenciements massifs dans le secteur industriel et des ménages frappés d'une crise liée au coût de la vie exorbitant. Tous ces pays sont confrontés au sous-emploi, à des inégalités de revenus considérables,

une pauvreté absolue, et des crises alimentaires récurrentes.

La population dans ces pays est très jeune. Souvent, le pourcentage des jeunes de moins de 30 ans représente 50 %, voire parfois 60 % de la population. Et le taux de chômage parmi cette génération est très élevé. Par exemple, en Indonésie, il dépasse les 15 % ; au Népal, il dépasse largement les 20 % ; au Pérou, il est d'environ 30 % ; et au Maroc, il approche même des 40 % ! Pour une grande partie de la jeunesse de ces pays, les perspectives sont extrêmement sombres. C'est l'une des raisons de son implication massive dans ces formes de contestation.

À cela s'ajoute une corruption endémique qui exaspère la population. Selon l'Indice de corruption « Transparency International's 2024 Corruption Perceptions Index », tous les pays touchés par ces mouvements qui mobilisent largement la jeunesse figurent parmi les plus corrompus : le Maroc et l'Indonésie se classent 99^e, le Népal 107^e, les Philippines 114^e, le Togo 124^e, le Pérou 127^e et Madagascar 140^e sur 180 pays. Lors des manifestations, partout, la corruption persistante de la clique au pouvoir est l'un des enjeux centraux.

La corruption, étincelle des révoltes de la "Gen Z"

En Indonésie, les grandes manifestations populaires du 25 août ont été déclenchées par l'annonce d'une allocation logement de 50 millions de roupies par mois pour les parlementaires. Cette annonce intervenait dans un contexte de licenciements

massifs (plus de 80 000 travailleurs), d'une hausse de plus de 100 % de la taxe foncière et de coupes budgétaires drastiques dans l'éducation, les travaux publics et la santé. Face à ces protestations, la Coalition des syndicats (KSPI) décidait d'organiser une grève générale, le 28 août, formulant des revendications économiques, mais fortement marquées par le nationalisme et totalement noyées dans les mystifications démocratiques, comme la fin de la délocalisation, le gel des licenciements, la hausse du salaire minimum, et la révision des lois anti-corruption. Cependant, le 29 août, la mort d'un livreur percuté par une voiture de police envenimait la situation et déchaînait des émeutes dans trente provinces du pays pendant toute une semaine, avec des dizaines de bâtiments publics et privés incendiés et plus de 2 000 personnes arrêtées.

Au Népal, le déclencheur immédiat des manifestations populaires a été l'interdiction par le gouvernement de 26 plateformes de médias sociaux le 4 septembre. Ce blocage a été perçu comme une tentative de la part du gouvernement de dissimuler sa corruption. Les banderoles et les pancartes brandies lors des rassemblements dénonçaient le népotisme, la corruption et l'impunité. Pour une génération confrontée au chômage, à l'inflation et désabusée par les partis traditionnels, ces pratiques incarnent un « système » défaillant. Lorsque la police anti-émeute a fait usage de balles réelles les 8 et 9 septembre, tuant plus de 70 manifestants et en blessant plus de 2 000 autres, les manifestations ont

dégénéré. Dès lors, la jeunesse déchaînait une violence aveugle et vengeresse : par des pillages, des agressions et poursuites de politiciens, l'incendie du siège du Parti du Congrès et du Parlement.

Au Maroc, la mort de huit femmes victimes de soins médiocres dans les hôpitaux publics de la ville du Premier ministre, a été l'étincelle d'une série de mobilisations contre la corruption massive des « élites » et le népotisme des politiciens. Le décalage entre le manque de perspective de la jeunesse, le chômage massif, et les investissements dispendieux de l'État dans les stades pour la Coupe d'Afrique de football et la Coupe du monde en 2030, a été un moteur de la colère, féroce-ment réprimée par le pouvoir avec trois morts, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations.

Les révoltes populaires sont une impasse

Si la colère et l'envie de se battre sont légitimes, contrairement à ce que pensent les manifestants, la mauvaise gestion de l'État ou la corruption de tel ou tel politicien ou faction bourgeoise ne constituent qu'un symptôme de la putréfaction de l'ensemble du système capitaliste. La souffrance et la misère dans ces pays sont fondamentalement dues à l'économie capitaliste, qui traverse une crise sans précédent et sacrifie toujours plus de pans de la population mondiale dans une tentative de prolonger son agonie, à commencer par les pays les plus fragiles. La crise

suite page 3

Dans ce numéro

Venezuela, Groenland...

Derrière les coups de force, les États-Unis exacerbent le chaos capitaliste ! 2

Explosion des dépenses d'armement

Le prolétariat doit refuser tous les sacrifices en faveur du militarisme ! 3

Les partis de gauche au service du nationalisme et de ses guerres.....

3

Carnage en Iran

Une lutte impitoyable entre factions bourgeoises 4

Une année de luttes en Belgique

Vers une poursuite de la résistance ouvrière malgré les manœuvres 5

Réunion publique internationale sur le Manifeste des 50 ans du CCI

La révolution mondiale est la seule solution réaliste !.... 6

Il y a 80 ans, la fondation de la GCF

Maintenir en vie l'étincelle de l'organisation des révolutionnaires..... 8

suite page 4

Derrière les coups de force, les États-Unis exacerbent le chaos capitaliste !

Avec l'opération spectaculaire du 3 janvier, enlevant dans leur sommeil, au fond d'une demeure ultra-sécurisée, le président du Venezuela Nicolas Maduro et son épouse Cilia Flores, la première puissance mondiale lançait un avertissement au monde entier : les États-Unis peuvent user à tout moment de leur force militaire écrasante pour imposer et défendre partout leurs intérêts nationaux. Le chantage, les pressions ouvertes et désormais le rapt, propres aux systèmes mafieux, ont désormais pignon sur rue au sein de l'ex-communauté internationale. Et c'est selon ces mêmes méthodes ouvertes de gangsters que la puissance américaine a proféré des menaces face aux autres voyous du monde qui apparaissent, par contraste seulement, plus policés, soufflant le chaud et le froid sur le Groenland ou le Canada, face aux Européens, à l'Otan ou à l'ONU lors du Forum de Davos.¹ La justification officielle complètement fallacieuse de lutte contre le narcoterrorisme de Maduro était un simple prétexte qui ne trompe personne. De même, les grandes envolées de Trump sur le pétrole vénézuélien, largement reprises par toutes les bourgeoisies internationales et en particulier leurs fractions gauchistes, pour réduire l'événement à une simple guerre pour les ressources ne font plus vraiment recette : l'extraction trop coûteuse, les installations vétustes et l'instabilité n'intéressent pas vraiment les grands groupes pétroliers, ni les investisseurs qui ne se bousculent pas au portillon. Le sens de l'événement et la portée de l'offensive américaine sont bel et bien ailleurs, bien plus globaux, bien plus brutaux et destructeurs !

Un séisme d'ampleur historique

En réalité, les intentions de l'administration Trump et des États-Unis étaient de frapper et d'intimider leurs rivaux, notamment chinois et russes, de tenter de les dissuader, eux qui n'hésitent plus à s'engouffrer de manière agressive dans la zone d'influence traditionnelle de Washington qu'est l'Amérique latine. Les intrusions commerciales sur le continent ou la construction d'infrastructures portuaires sont de plus en plus mal vécues par l'Oncle Sam, comme en a témoigné déjà, par exemple, la réaction de Trump au Panama au sujet des flux de marchandises chinoises et du contrôle du canal. Derrière la rhétorique de la « consolidation par hémisphères » se cache une priorité stratégique qui demeure absolument intacte : contenir le principal challenger des États-Unis dans l'arène mondiale, la Chine, et empêcher son expansion. C'est là le principal mobile de cette entreprise militaire au Venezuela.

Cette politique brutale, qui ne fait qu'impulser la nouvelle Stratégie de Défense nationale (SSN) annoncée et publiée à peine un mois plus tôt, est d'envergure. Elle ouvre davantage la boîte de Pandore, celle de l'accélération inédite du chaos et du désordre mondial. Et sa méthode consistant à piétiner le droit international revient ni plus ni moins qu'à faire voler en éclats tout l'ordre international et les institutions mises en place pour le garantir qui avaient été instaurées depuis 1945 par les États-Unis eux-mêmes. En ce sens, l'offensive américaine marque un approfondissement considérable du processus de délitement de la société capitaliste, une qualité nouvelle dans l'évolution des rivalités impérialistes et du « chacun pour soi ».

La politique de Trump,

prosaïquement décomplexée et aux contours imprévisibles, a déjà de profondes conséquences. En quelques jours seulement, Washington est passé de l'escalade de son intervention au Venezuela à de nouvelles et très directes menaces contre le Danemark concernant le Groenland, puis à la saisie d'un navire russe dans les eaux internationales, avant d'annoncer de nouveaux programmes d'armement massifs ! C'est maintenant le Canada qui est directement visé à travers la volonté américaine de déstabiliser la province de l'Alberta. Cette politique annonciatrice d'une nouvelle aggravation du militarisme et des tensions s'effectue déjà dans un contexte d'instabilité croissante et de guerres totalement destructrices, notamment en Europe entre l'Ukraine et la Russie, accélérant encore la course effrénée aux armements.² Si les réactions de l'Union européenne ont été sur le moment plus fermes qu'à l'habitude face aux menaces de Trump, face à sa volonté de faire du Groenland le 51^e État des États-Unis, les discordances ne font que s'amplifier au sein de l'OTAN. Contrairement au Venezuela, le Groenland fait partie du Danemark, menacé pour la première fois dans son intégrité par les États-Unis alors qu'il s'agit d'un État de l'Union européenne depuis 1973, membre fondateur de l'OTAN. De même le Canada, lui aussi menacé par le clan Trump, est un pays membre du Commonwealth britannique, de l'OTAN et un allié traditionnel des États-Unis.

Une telle accélération de la situation et la nature des menaces ne font ainsi que chauffer à blanc les tensions, renforcer la fébrilité, l'incapacité déjà existante des grandes puissances à maintenir une cohérence stratégique sur le long terme. Les événements s'enchaînent à une vitesse folle, obligeant des réponses immédiates, un bouleversement que les États ne peuvent prendre le temps d'assimiler, conduisant à des tensions où les alliances du passé déjà fragilisées sont rapidement remises en cause, poussant aussi à des réactions éphémères, de circonstances, changeantes, désormais sans véritable boussole. Les menaces imprévisibles de Trump, après le divorce transatlantique, comme la volonté de se délester du soutien à l'Ukraine et d'en finir unilatéralement avec ce conflit, sans compter les menaces de droits de douane délirants à l'égard des pays européens, avaient conduit à de timides réprobations de ces derniers. Aujourd'hui, même si cela s'avère en ordre dispersé, les pays européens et de l'Union européenne ont pour la plupart jugé les menaces « inacceptables » en faisant front. C'est la raison pour laquelle ils ont cette fois tenu tête et envoyé des contingents militaires symboliques en urgence au Groenland, poussant le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, à tenir un rôle complexe d'équilibriste, au prix de grands écarts, pour tenter de faire baisser la pression, d'infléchir en apparence les intentions de Trump et de soulager momentanément des bourgeoisies européennes toujours inquiètes. Une telle situation confirme pleinement l'analyse du CCI à propos du divorce entre l'Oncle Sam et l'Union européenne, souligne l'accélération du chaos guerrier dans

2) Après avoir acté des dépenses colossales, tous les États ne cessent d'annoncer à nouveau des rallonges budgétaires en faveur de nouvelles dépenses militaires. C'est bien évidemment le cas des États-Unis qui prévoient un budget de défense de 1 500 milliards de dollars, c'est-à-dire 50 % en plus que ce qui était initialement attendu. Autre exemple, le cas de la France, avec une promesse de rallonge à 3,5 milliards d'euros au projet de loi de finances 2026 et une enveloppe de 3 milliards supplémentaires prévue pour 2027.

le chacun pour soi, alors que les autres groupes du milieu politique prolétarien continuent de parler d'un « bloc qui se renforce en vue de la troisième guerre mondiale ».

De plus en plus de voix s'élèvent désormais en Europe pour affirmer que les États-Unis ne sont plus des alliés fiables ! Une conviction qui s'est encore affirmée pour certains membres de l'Union européenne, notamment face à la nouvelle surprise de Trump consistant à contourner et s'abstraire en totalité du cadre de l'ONU, en inaugurant, au moment même du Forum de Davos, sa propre structure alternative, un prétendu « conseil de paix » entièrement érigé à sa botte. Finalement, les puissances européennes se trouvent prises au piège d'une dépendance militaire et énergétique forte envers Washington et leur fermeté initiale apparaît comme fragile. Une situation qui ne peut qu'aggraver les tensions croissantes entre les États européens, et en leur sein entre les factions pro et anti-américaines, engendrant ainsi une fragilisation et une instabilité politique accrue.

Mais rien de tout cela ne témoigne pour autant d'un regain du contrôle de la puissance américaine sur le monde. L'abandon du multilatéralisme, des règles de l'ordre international et des mystifications démocratiques, mis en place par les États-Unis eux-mêmes après la Seconde Guerre mondiale, est au contraire l'expression la plus claire de son affaiblissement historique. Si la Stratégie de sécurité nationale (SSN) ne marque nullement une rupture avec les ambitions hégémoniques de l'impérialisme américain, elle vise la défense de ses intérêts propres dans un contexte où il n'est plus capable d'imposer un « nouvel ordre mondial » face au chacun pour soi qui domine le monde. Aussi, si certains s'inquiètent pour la santé mentale de Trump et se demandent pourquoi nous en sommes arrivés à un tel niveau de chaos et de dangerosité du monde, où les États-Unis semblent à plus long terme se tirer une balle dans le pied, la réponse ne saurait se trouver dans la personnalité ou le profil de Trump, aussi irrationnel que puisse paraître son comportement. Les raisons de son comportement politique et de tout ce chaos sont à rechercher dans l'évolution historique du système capitaliste. Trump n'est autre que le vrai visage d'un capitalisme en pleine putréfaction.

Une nouvelle accélération de la phase de décomposition capitaliste

Après l'implosion du bloc de l'Est et l'effondrement de l'Union « soviétique » en 1989, produits et révélateurs de la nouvelle période de décomposition du capitalisme, le président Georges W. Bush senior annonça l'avènement d'un « nouvel ordre mondial » sous la houlette des États-Unis et tira profit de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 pour lancer la première Guerre du Golfe afin de garantir au nom de la « communauté internationale » et de l'ONU le respect du droit international, d'aligner derrière eux plus d'une bonne trentaine de pays et de resserrer les rangs de ses ex-alliés européens.

Mais rapidement, le paysage impérialiste mondial devait être marqué par une remise en cause systématique et généralisée du leadership américain, y compris par les alliés européens. Dès lors, les réactions du gendarme américain pour défendre son leadership deviendront de plus en plus brutales. Lors de la guerre en Yougoslavie peu de temps après, des membres de l'OTAN s'étaient opposés ouvertement et frontalement à l'Oncle Sam



Trump n'est autre que le vrai visage d'un capitalisme en pleine putréfaction.

qui avait fini par avoir le dernier mot en montrant les muscles amenant à la signature des accords de Dayton en 1995, réussissant péniblement à mettre fin à la guerre en Bosnie. Plus gravement encore, lors de la seconde guerre et de l'invasion de l'Irak en 2003, des « alliés » de l'OTAN, dont la France et l'Allemagne, iront jusqu'à refuser de soutenir la politique des États-Unis et de participer aux opérations militaires. C'est sans l'assentiment de l'ONU et avec un soutien réduit des membres de l'OTAN que l'administration Bush junior envahira l'Irak.

À l'origine, ces tensions continuaient à s'inscrire dans un cadre multilatéral juridique et institutionnel issu de l'après Seconde Guerre mondiale, et les États-Unis avaient alors pour objectif de le maintenir tant bien que mal. Qui plus est, toutes ces opérations portaient le sceau idéologique du « combat pour la liberté et la démocratie » contre des pouvoirs autocratiques et dictatoriaux. Plus qu'un « gendarme », les États-Unis cherchaient à apparaître comme le « héraut » des valeurs humanistes victorieuses de l'Occident, le champion de la démocratie. Les guerres se menaient d'ailleurs systématiquement derrière le masque hypocrite de « l'aide humanitaire ».³

Avec la croisade ouverte contre le terrorisme suite à l'attentat des tours jumelles en 2001 et suite à la guerre d'Irak de 2003 et ses mensonges ouverts sur les prétendues découvertes d'armes de destruction massive, les États-Unis tendaient de plus en plus à s'affranchir ouvertement des décisions de l'ONU, menant de manière unilatérale leur propre croisade sanglante. Depuis, face à l'échec de plus en plus patent d'un « nouvel ordre mondial » patronné par les États-Unis, cette tendance à s'affranchir de plus en plus ouvertement du droit international, à intervenir militairement en semant le chaos, comme en Afghanistan, s'est accentuée. Le « gendarme du monde » américain devenait de plus en plus en réalité le principal voyou fauteur de trouble et de chaos.

Si Trump n'est au fond qu'une caricature de cette violence de plus en plus ouverte, le début du deuxième mandat de Donald Trump représente toutefois une véritable inflexion sur ce plan avec la volonté explicite de la nouvelle administration de mettre fin au conflit en Ukraine en se passant du multilatéralisme et des dispositifs traditionnels de la diplomatie et en excluant les principaux « alliés » européens des négociations. Les déclarations tonitruantes du Président américain contre le « droit international » et les institutions internationales censées le garantir torpillent les fameuses valeurs démocratiques pour faire de la place au pragmatique « America First », entérinant un véritable divorce entre les Européens et l'Amérique de Trump. La décision unilatérale de détruire les installations nucléaires en Iran au début de l'été 2025 confirme que l'ordre mondial issu de 1945 s'est effondré, même si l'illusion persiste d'une intervention pour

« anéantir un danger nucléaire porté par une puissance antidémocratique ». Avec le coup de force du Venezuela, la première bourgeoisie mondiale qui avait fait de sa démocratie un modèle pour le monde entier, montre tout l'intérêt que cette classe de brigands a pour cette démocratie, les « droits de l'homme » et la « liberté » : ce ne sont que mensonges destinés à masquer le vrai visage du capitalisme, un système fondamentalement sans foi ni loi où le plus fort remporte la mise, quel qu'en soit le prix !

Un tel vandalisme de la part de Trump ne peut à son tour qu'encourager au chaos et au développement des tensions et manipulations idéologiques de toutes sortes. L'impérialisme russe se sentira enhardi à imposer sa domination sur sa « sphère d'influence » en Ukraine, dans les pays baltes et en Europe de l'Est. Les ambitions de la Chine envers Taïwan seront renforcées. L'Europe en sera d'autant plus fragilisée et menacée qu'elle connaît déjà de fortes dissonances entre États membres, un processus de fragmentation largement engagé. Pour autant, les États-Unis ne pourront sortir gagnants d'une telle dynamique faite d'irrationalité et de chaos. Ils deviennent les propres agents et accélérateurs de leur déclin, minés eux aussi de l'intérieur par une sorte de guerre civile larvée, où Trump et son clan se retrouvent de plus en plus isolés dans une société fracturée de toutes parts, y compris au sein de ceux qui ont soutenu sa campagne présidentielle derrière le drapeau MAGA. Si Trump a été obligé d'infléchir son attitude à propos du Groenland, c'est par la pression extérieure des Européens, qui ont réagi avec plus de fermeté, mais aussi par la situation politique chaotique intérieure et des fractures qui existent au sein de la première puissance mondiale.⁴ Une situation qui exprime un processus de pourrissement de l'appareil politique de la classe dominante, liée à la phase de décomposition du capitalisme.

Et le pire est devant nous ! Ainsi, les rivaux, de plus en plus nombreux, demanderont des comptes, ne feront que mettre des bâtons dans les roues des États-Unis en tentant à leur tour d'utiliser leurs armes, celles de jouer sur la déstabilisation et le chaos. Ce sera, par exemple, le cas en Amérique latine où loin de « mettre fin au narcotrafic », le coup de pied de Trump dans la fourmilière ne fera que générer une myriade d'autres trafics en tous genres. Bref, une spirale sans fin, un vortex qui ne peut qu'amener l'Oncle Sam à user de sa seule force, celle des armes, une logique qui se généralise et ne peut conduire qu'à la remise en cause des bases mêmes de toute civilisation, qui ne conduit qu'au néant et à la mort.

Face à cette dynamique monstrueuse, porteuse d'une possible destruction à terme pour l'espèce humaine, il n'existe qu'un pôle alternatif et un seul : celui du combat du prolétariat pour une société communiste.

WH, 24 janvier 2025

1) Il s'agit d'un « repaire de brigands », qualification appropriée utilisée par Lénine en son temps à propos de la Société des Nations (l'ancêtre de l'ONU).

4) Comme le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, un démocrate, qui encourage les Européens à faire front contre la politique de Trump et appelé la communauté internationale de « se réveiller ».

Le prolétariat doit refuser tous les sacrifices en faveur du militarisme !

« On a tout le savoir, toute la force économique et démographique pour dissuader le régime de Moscou. [...] Ce qu'il nous manque, [...] c'est la force d'âme pour accepter de nous faire mal pour protéger ce que l'on est. Si notre pays flanche parce qu'il n'est pas prêt à accepter de perdre ses enfants, de souffrir économiquement parce que les priorités iront à la production de défense, alors on est en risque ». Le chef d'état-major de l'armée française n'a pas mâché ses mots, et n'a pas été désavoué par le monde politique : le futur que nous promettent les bourgeoisies du monde entier, c'est la guerre de tous contre tous ! Et pour la mener, la classe dominante a besoin de combattants qui acceptent de se faire tuer pour la nation, et de non-combattants qui acceptent des sacrifices draconiens pour produire des armes ! La soi-disant nécessité d'une « défense nationale » contre de « méchants » étrangers qui menaceraient le pays est une affabulation hypocrite maintes fois démentie par l'histoire.

Sur ce point, le mouvement ouvrier a depuis longtemps démasqué le mensonge de la bourgeoisie. Rosa Luxemburg dans sa *Brochure de Junius* dénonçait déjà semblables balivernes au sujet de la Première Guerre mondiale : « *Ce n'est d'ailleurs pas Bismarck qui inventa ce moyen de fabriquer une guerre uniquement en la camouflant en une "défense de la patrie menacée". Il ne faisait qu'appliquer, avec l'absence de scrupules qui lui était propre, une vieille recette de la politique bourgeoise, largement répandue et valant pour tous les pays. Car, depuis que l'opinion dite publique joue un rôle dans les calculs des gouvernements, y a-t-il jamais eu une guerre où chaque parti belligérant n'ait pas tiré l'épée du fourreau d'un cœur lourd, uniquement pour la défense de la patrie et de sa propre cause juste, devant l'invasion indigne de son adversaire ? Cette légende appartient tout autant à l'art de la guerre que la poudre et le plomb* ». La Gauche communiste de France, dans un rapport de juillet 1945, soulignait un autre aspect, tout aussi important du capitalisme décadent : « *la guerre, prenant un caractère de permanence, est devenue le mode de vie du capitalisme décadent* ».¹ Nous, communistes, sommes avertis depuis longtemps : le capitalisme, c'est la guerre ! Et du fait de l'exacerbation de la crise historique de ce système et de l'exacerbation croissante des tensions impérialistes, chaque bourgeoisie prépare activement la guerre. Mais pour cela, elle a besoin d'un prolétariat docile qui accepte tout ce que la guerre implique : du sang, du labeur, des larmes et de la sueur ! D'où bien sûr, pour paraître moins belliciste que « l'ennemi », l'appel à « *protéger ce que l'on est* ».

Ce développement drastique du militarisme en Europe, imposé par la disparition du parapluie américain, n'a rien de conjoncturel, c'est au contraire une tendance générale sur tous les continents. La réintroduction d'un service militaire encore non obligatoire en France, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, montre que la classe dominante a bien compris qu'il lui faut cultiver une idéologie plus ouvertement militariste au sein de la jeunesse. La Russie l'a compris depuis quelques années, ayant introduit directement l'armée et sa propagande dans les écoles. La perspective est à un développement de l'idéologie milita-

riste plus explicite et brutale, et cela n'est pas que le fait de gouvernements d'extrême-droite ouvertement bellicistes. Au contraire, là-dessus toute la bourgeoisie, de l'extrême-droite aux partis de gauche, est unanime.

Ainsi, en France, le retour d'une forme de conscription est salué par tous les partis, du Rassemblement National à La France Insoumise, les partis de gauche se révélant tout aussi bellicieux que les autres : Mélenchon, le candidat de La France Insoumise (LFI) défend déjà depuis 2020 le service militaire obligatoire et sa comparse Panot prône hypocritement une « *conscription citoyenne* [afin de] *faire face aux grands enjeux de notre siècle* ». Pour le Parti socialiste : « *c'est un élément important dans un moment où nous savons que la dissuasion doit être restaurée pour empêcher demain des confrontations* » et les Écologistes s'engagent pour « *un renforcement de la réserve opérationnelle pour être résilient face aux attaques, mais aussi face aux risques climatiques et sanitaires* ». En somme, toutes les factions politiques bourgeoises en France sont d'accord : pour sauver la nation, il faut des soldats qui acceptent de se faire tuer, il faut de la chair à canon ! Au Royaume-Uni et en Allemagne la bourgeoisie a également intensifié ses campagnes visant à recruter des jeunes dans l'armée. Comme le Secrétaire à la Défense du Royaume-Uni, John Healey, l'affirmait : « *C'est une nouvelle ère pour la défense, ce qui signifie que de nouvelles opportunités s'ouvrent aux jeunes pour découvrir et apprendre auprès de nos forces armées* ».

Les partis d'extrême-gauche, comme leurs grands frères de la gauche électorale, rivalisent d'hypocrisie pour masquer leur soutien à l'idéologie nationaliste, mais leur rôle est bien plus encore de diviser la jeunesse et de masquer le fait que la guerre est le produit de toutes les nations, du capitalisme tout entier.

Ainsi, le groupe Klasse gegen Klasse (KgK) un groupe trotskiste en Allemagne « *s'oppose à la guerre, à la répression et aux restrictions budgétaires* » et proclame « *pas un homme, pas un centime pour la machine de guerre !* », mais n'hésite pas à soutenir dans de nombreux conflits un camp impérialiste contre l'autre, comme la Palestine contre Israël ou le Venezuela contre les États-Unis ! L'Internationale Sozialistische Organisation, un autre groupe trotskiste en Allemagne, à son tour approuve le service militaire obligatoire avec comme objectif « *de créer un pays qui ne peut être conquis parce que son peuple est armé* ». En France, le NPA met comme d'habitude à l'ordre du jour la division du prolétariat : « *Le Service national universel et la journée Défense et Citoyenneté sont des instruments au service de l'impérialisme et du Capital. Ils reproduisent des logiques oppressives et conservatrices qui touchent particulièrement les jeunes racisés et précarisés* ». Leur discours cherche à isoler les jeunes issus de l'immigration des autres couches de la classe ouvrière !

Ces répugnantes argumentations, qui visent en fin de compte à faire adhérer aux intérêts du Capital national, ne sont que la continuation de toutes les propagandes bellicistes faites par toutes les factions bourgeoises. Toutes les nations sont impérialistes parce qu'elles doivent toutes défendre leurs intérêts face à leurs concurrents internationaux, et toutes les bourgeoisies, quels que soient leurs différends, sont nationalistes, parce que c'est le fondement de leur existence. C'est leur caractéristique centrale : de la défense de la « Free Palestine » à l'« America

first » en passant par « la défense de la démocratie » ou celle de « régimes socialistes », la défense de la nation est le signe indubitable d'appartenance à la classe dominante, le nationalisme est le drapeau derrière lequel toutes les fractions bourgeoises se retrouvent, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. L'appel à « défendre la patrie » n'est qu'une façon de dire qu'il faut défendre les intérêts de la classe qui nous exploite, de nous embrigader dans la guerre et la misère généralisée !

La réaction a été immédiate en Allemagne, pays où le militarisme de

la classe dominante a laissé probablement le plus mauvais souvenir : des manifestations de lycéens et d'étudiants ont eu lieu malgré les menaces des autorités, et ont regroupé 35 000 participants dans toute l'Allemagne, mettant de très clairs mots d'ordre en avant : « *pas un homme, pas un sou pour la Bundeswehr* », « *trop jeune pour voter, mais pour la guerre ça ira* ». L'explosion du chacun pour soi multiplie les tensions et les conflits tous azimuts, accentue la déstabilisation économique et augmente le danger d'affrontements militaires entre

États. Le seul avenir que nous propose le capitalisme, c'est la guerre de tous contre tous et la misère généralisée. Mais les sacrifices pour l'effort militaire exigés au niveau des conditions de vie de la classe ouvrière, ne peuvent que se heurter à l'émergence actuelle de la combativité ouvrière. Le prolétariat est seul à porter une véritable alternative au futur monstrueux que nous prépare le capitalisme, et c'est lui et lui seul qui détient la clé pour en sortir.

HG, 10 janvier 2026

Les partis de gauche au service du nationalisme et de ses guerres

La bourgeoisie ne se contente pas de chercher à directement enrôler le prolétariat dans ses guerres, elle compte aussi sur ses organisations de gauche pour pousser les prolétaires à accepter les sacrifices et à rallier telle ou telle fraction bourgeoise, jugée plus « progressiste », « anti-impérialiste », etc.

Une partie de la gauche appelle ainsi à soutenir Maduro contre les aventures de Trump au Venezuela. Pour le groupe trotskiste britannique Socialist Workers Party (SWP), « *il ne peut y avoir d'ambiguïté ni de tergiversations au sein de la gauche et du mouvement syndical : le renversement de Maduro par les États-Unis ne fera que retarder la lutte pour la libération au Venezuela et dans toute l'Amérique latine. [...] Descendez dans la rue, montrez votre solidarité avec le peuple vénézuélien qui résiste à l'impérialisme, exigez que le gouvernement britannique condamne l'invasion gangster de Trump* ». En vérité, le « socialisme du XXI^e siècle » n'est qu'une imposture, une abominable machine à exploiter la classe ouvrière, un régime qui a réprimé avec une grande férocité les luttes de la classe ouvrière. Ce « *phare pour la gauche, les mouvements progressistes et la résistance à l'impérialisme* » (selon le SWP) a poussé huit millions de migrants (sur une population de 28 millions) à fuir la misère et la répression.

De même, lutter contre les ambitions de Trump au Groenland, ce serait préserver « les valeurs de l'Europe ». Pour un des chefs de La France insoumise,

Manuel Bompard, la France devrait « *évidemment* » défendre militairement le Groenland en cas d'attaque des États-Unis. Rappelons tout de même que c'est cette Europe démocratique qui mène les mêmes politiques de pillage et de destruction en Afrique, au Moyen-Orient et ailleurs ! Que ses « valeurs » n'ont pas empêché, par le passé, l'État danois de mener d'ignobles campagnes eugénistes à l'égard d'une population qu'ils prétendent aujourd'hui protéger des appétits américains !

Malgré ça, le trotskisme parvient tout de même à nous vendre sa camelote nationaliste en défendant l'indépendance du Groenland : « *En tant qu'anti-impérialistes et internationalistes, nous nous déclarons inconditionnellement solidaires de la lutte pour l'autodétermination des communautés du Groenland* », selon les mots du groupe Révolution permanente en France. Voilà ce qu'est l'internationalisme selon la gauche du capital : appeler à la création d'un nouvel acteur impérialiste qui ne manquerait pas de s'acoquiner avec les États-Unis, la Russie, voire la Chine pour la défense de ses intérêts nationaux !

Il n'y a plus rien à espérer de la société capitaliste ! Partout, la bourgeoisie exploite et assassine ! Partout, les guerres sont des conflits entre nations concurrentes, entre bourgeoisies rivales, où meurent les exploités au seul profit des exploitateurs dont les gauchistes sont les plus zélés représentants !

EG, 15 janvier 2026

suite de la page 1

Face à la guerre et au chaos

n'est clairement pas pour demain. Le chemin vers le renversement du capitalisme sera long et semé d'embûches. Mais il n'y en a pas d'autre. Aujourd'hui, il y a deux directions possibles : soit nous nous laissons embarquer dans de fausses alternatives entre cliques bourgeoises pour un capitalisme plus juste et pacifique, idéologie qui a toujours contribué à désarmer la classe face à l'impérialisme au nom du « moindre mal », « du droit des agressés à se défendre », du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »... Soit, patiemment, nous combattons pour développer notre solidarité, notre identité et notre conscience de classe, pour développer un mouvement qui est le seul à même de mettre un point final au capitalisme et à ses guerres.

Depuis 2022, comme nous l'avons souligné dans de nombreux articles, la classe ouvrière a commencé à retrouver sa combativité à l'échelle internationale.¹ Et c'est déjà à travers

ces luttes contre les sacrifices exigés par le militarisme que le prolétariat exprime concrètement sa solidarité envers ses frères de classe dans les pays en guerre.

Mais surtout, cette rupture avec la passivité des décennies antérieures s'appuie sur un développement souterrain de la conscience de classe, indispensable à la politisation des luttes. À différents niveaux (très hétérogènes), les ouvriers s'interrogent sur l'avenir de la société, sur la façon d'organiser

conditions de vie, de travail et d'égards pour les patients.

les luttes, sur l'identité de classe. Cette réflexion est le terreau de l'avenir révolutionnaire. Il revient aux petites minorités communistes de tirer le plus en avant possible cette réflexion pour préparer les luttes de demain. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, nous rassemblons pour réfléchir ensemble, convaincre, militer et pousser au débat partout où cela est possible, ce n'est pas une perte de temps, c'est, au contraire, préparer l'avenir.

EG, 15 janvier 2026

Lisez sur le web ou sur papier, les brochures du CCI

Nation ou classe ?

Invoker aujourd'hui l'attitude de Marx à l'égard des guerres de l'époque de la bourgeoisie progressive et oublier les paroles de Marx : « *Les ouvriers n'ont pas de patrie* », particulièrement à l'époque de la révolution socialiste, c'est déformer cyniquement la pensée de Marx et substituer au point de vue socialiste le point de vue bourgeois.

fr.internationalism.org

1) « Rapport à la Conférence de juillet 1945 de la Gauche Communiste de France », repris dans le « Rapport sur le cours historique » adopté au 3^e congrès du CCI, *Revue internationale* n° 18.

Une lutte impitoyable entre factions bourgeoises dont le prolétariat est la première victime !

Un épouvantable massacre ! La répression qui s'abat sur les manifestants en Iran n'a plus aucune limite ; le régime des mollahs, la faction de la bourgeoisie iranienne au pouvoir, joue sa survie, elle le sait et répond comme toutes les fractions bourgeoises aux abois : elle tire dans le tas ! Elle massacre comme elle l'avait déjà fait, de sinistre mémoire, lors des manifestations de 2019 contre la hausse soudaine du prix de l'essence ou lors des manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini en 2022. Mais aujourd'hui, cette faction particulièrement rétrograde de la bourgeoisie iranienne est acculée par une contestation et une colère devenues générales dans le pays, et riposte avec une cruauté inouïe pour tenter de maintenir sa domination. À l'heure où nous écrivons ces lignes, plus de 16 000 morts sont entassés dans les morgues du pays,¹ sans compter les blessés, notamment aux yeux, les forces de répression privilégiant le tir visant la tête. Plus de 26 000 personnes ont été arrêtées² et des milliers de condamnations à mort sont prononcées, faisant de cette répression de grande ampleur le plus grand massacre depuis les exécutions massives de 1988.

Cependant, cette répression ne fera qu'accroître la détestation du régime et ne résoudra en rien les convulsions économiques qui secouent le pays. L'économie iranienne souffre de plus en plus du poids de l'économie de guerre, avec des dépenses militaires considérables, et elle a ainsi dû faire face à l'effondrement de la monnaie nationale (elle a perdu 30 % de sa valeur en 2025) et à l'inflation hors de contrôle (52 % officiellement). Rien n'arrêtera l'appauvrissement d'une partie croissante de la population et la misère qui touche diverses couches sociales. Mais cette fois, ce ne sont pas les couches les plus déshéritées et opprimées qui ont initié la protestation ; l'explosion de colère est partie de fractions bourgeoises qui, jusque-là, soutenaient le pouvoir. Ce sont ces fractions qui ont imprimé d'emblée leurs revendications nationalistes au mouvement.

Parties du bazar de Téhéran, pourtant un pilier politique du régime en place, les manifestations ont rapidement avancé des slogans en faveur d'un soutien renforcé à l'économie nationale (« *Ni Gaza, ni le Liban, que ma vie soit sacrifiée pour l'Iran* »), qui exprimaient les doléances des commerçants et propriétaires de biens immobiliers. Malgré les tentatives du régime d'endiguer le mécontentement social en lâchant un peu de lest sur les « libertés individuelles », le mouvement initié par diverses factions de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie a pris de l'ampleur et sur cet élan sont venues s'agréger massivement des masses de manifestants issus de toutes les couches de la société. La colère qui s'exprimait massivement fin décembre dans une majorité de la population ne se laissait plus apaiser par quelques concessions superficielles et se transformait en confrontations avec les forces de répression dans tout le pays.

Une impasse mortifère exploitée par la bourgeoisie

L'ampleur de la colère et du désespoir (« *de toute façon, on est déjà mort* », cri de ralliement des manifestants) constitue une matérialisation tragique de la décomposition du capitalisme, qui engendre indignation et révolte contre la corruption, la misère et la répression. Toutefois,

par leur origine située dans la bourgeoisie et petite-bourgeoisie, par leur orientation nationaliste en faveur du sauvetage de l'économie nationale, ces manifestations se développaient sur un terrain menant nécessairement à leur instrumentalisation par différentes fractions de la bourgeoisie iranienne au profit des intérêts de l'opposition, elle-même gangrenée de rivalités et de haines recuites entre différentes factions, toutes incapables de présenter une alternative pour la gestion du pays, telle faction appelant à « démocratiser » l'Iran, telles autres au retour du fils de l'ex-Shah... Derrière ces cliques rivales se cachent aussi des voutours impérialistes, chacun avec son agenda, tel Trump qui promettait une aide aux manifestants et que certains appelaient même à intervenir militairement d'urgence pour soutenir le mouvement.

Quelle que soit l'issue de ces confrontations intérieures et des ingérences extérieures, l'Iran court un risque majeur de dislocation car il est composé d'une mosaïque de minorités, avec la présence de Kurdes, Azéris, Arabes et Baloutches, sur lesquelles agissent factions locales et puissances étrangères. Les tendances centrifuges menant à la désintégration du pays ne peuvent que s'accroître et menacent d'enfoncer non seulement le pays mais aussi toute la région du Proche et Moyen-Orient dans une immense instabilité et dans la barbarie. Les manifestations en Iran ne se situent pas sur un terrain prolétarien. En s'y engageant, les ouvriers ont tout à perdre. Et le risque est de voir toute

une génération d'ouvriers fauchée au seul profit de cliques bourgeoises sans avenir et tout aussi barbares et exploiteuses que les mollahs. Alors que le capitalisme s'enfoncé inexorablement dans le chaos, aucune faction de la bourgeoisie n'a de perspective à offrir autre que la barbarie et la misère.

L'hypocrisie sans bornes des bourgeoisies mondiales

L'hypocrisie de la bourgeoisie mondiale est sans bornes quand il s'agit d'œuvrer à la promotion de ses propres intérêts nationaux. Ainsi, la Russie et la Chine, alliées du régime sanglant de Téhéran, s'inquiètent cyniquement « *face au spectre d'un chaos dans le pays* » et appellent à « *la paix et la stabilité* » (sic). Les différents États européens, de leur côté, se sont limités à convoquer les ambassadeurs d'Iran pour exprimer leur « *désapprobation* » face à la situation. Quant à Trump, il a fait croire aux manifestants en Iran qu'il était de leur côté, leur a promis de venir à leur secours et a menacé le régime des Mollahs de terribles représailles... pour, en fin de compte, faire volte-face et laisser le champ libre à la répression sanglante tout en assurant cyniquement avoir eu des garanties du pouvoir iranien que la répression allait cesser. En réalité, Trump se moque bien de la population iranienne : il s'agit surtout pour lui de régler ses comptes avec un régime ennemi des États-Unis depuis 1979, de l'empêcher de développer sa puissance nucléaire et de continuer à jouer les trouble-fête au Moyen-Orient, et enfin

de mettre en évidence la puissance militaire inégalée des États-Unis, tout en subissant la pression des monarchies pétrolières arabes qui craignent par-dessus tout une implosion de l'Iran qui entraînerait l'explosion du chaos dans toute la région du Golfe. Enfin, Israël non plus ne cache absolument pas son hypocrisie. Y a-t-il un régime qui ait montré plus ouvertement sa cruauté ces deux dernières années ? Après des bombardements massifs en Palestine, au Liban, en Syrie ou en Iran, après le massacre d'innocents Palestiniens dans la bande de Gaza et les attaques incessantes contre les Palestiniens en Cisjordanie, Netanyahu ose carrément se présenter en défenseur du peuple iranien contre le « joug de la tyrannie », en appelant la population à descendre dans la rue pour se faire massacrer. En réalité, il fait le calcul cynique que ces affrontements affaibliront encore plus le concurrent impérialiste iranien dans la région.

Quant au régime des Mollahs, qui invoque sans ciller sa supériorité « révolutionnaire » et morale et qui prétend, soutenu par une partie de l'extrême gauche « anti-impérialiste », lutter contre la domination impérialiste des États-Unis et d'Israël dans le monde, il n'a clairement rien à envier à ces derniers au sujet du cynisme et de la barbarie, que ce soit à travers la gigantesque corruption qui gangrène le régime, ou la répression brutale qu'il exerce sur sa propre population, tant lors des manifestations qu'en exécutant massivement des membres de l'opposition politique.

Toutes les bourgeoisies du monde sont du même acabit que les massacreurs de Téhéran. Toutes ont d'une manière ou d'une autre versé le sang de populations et de prolétaires lors de leurs guerres et autres croisades impérialistes, ou simplement lors de leurs nombreuses opérations de répression sauvage. Loin d'être un cas isolé, l'Iran est l'expression caricaturale d'une tendance de fond de la période de décomposition du capitalisme que nous vivons : l'effondrement incontrôlable de l'économie mondiale, la paupérisation absolue de parties de plus en plus importantes de l'humanité, y compris dans les pays centraux, le développement tous azimuts des tensions impérialistes menant à une explosion générale de l'armement, la tendance de tous les régimes, qu'ils soient démocratiques ou non, à un mode de gouvernement totalitaire de plus en plus ouvertement répressif. Face à cette situation, la classe ouvrière doit éviter de se laisser entraîner dans le piège bourgeois des révoltes pour « changer le régime » et ne pas se laisser entraîner dans les règlements de compte des différentes factions de la classe dominante. Elle doit au contraire mener le combat sur ses propres revendications, à partir de la défense de ses propres intérêts de classe, comme le prolétariat iranien a pu le faire à différentes reprises depuis la fin des années 1970. Ce sera pour lui le seul moyen de politiser à terme son combat lui permettant d'affirmer sa perspective révolutionnaire.

HG, 15 janvier 2026

suite de la page 1

Protestations populaires dans le monde

historique du capitalisme se traduit par une absence totale de perspective pour la masse de la population, et en particulier pour les jeunes, qui souffrent d'un chômage chronique.

Les révoltes populaires sont par définition hétérogènes et n'ont pas de caractère de classe : s'y rassemble « le peuple », sans que la classe ouvrière ne puisse développer sa propre lutte autonome, où la frontière entre classes est brouillée. De fait, ces révoltes sont incapables de développer une perspective autre que celle d'un État-nation illusoirement libéré de ses inévitables dérives, et nourrissent toutes les illusions démocratiques et la défense de l'État dont se sert la bourgeoisie pour éloigner le prolétariat de sa perspective révolutionnaire. Elles ne sont ainsi pas dirigées contre l'État bourgeois, mais seulement contre ses « effets pervers » prétendant « réparables ».

De facto réduites à l'impuissance et à l'absence de perspective, une des caractéristiques inhérentes des révoltes populaires, c'est la violence sans but. Comme les revendications ne peuvent être satisfaites immédiatement et de manière satisfaisante, la rage commence à prendre le dessus et les mouvements dégénèrent rapidement en violence aveugle, détruisant tout ce qui se présente sur leur chemin.

Mais les affrontements avec les forces de répression, l'occupation des bâtiments gouvernementaux, la traque des membres du gouvernement et même la participation massive des travailleurs à ces actions ne confèrent pas à ces mouvements sociaux un caractère révolutionnaire, même pas potentiel, malgré les efforts répétés de l'extrême gauche capitaliste pour nous le faire croire.¹

1) La section anglaise de l'Internationale communiste révolutionnaire (ex-IMT) donne comme titre à l'un de ses articles :

Ces révoltes populaires sont régulièrement exploitées, manipulées par des cliques bourgeoises et utilisées à leur avantage. La protestation contre la corruption aux Philippines, contre les inégalités de revenus en Indonésie ou contre l'interdiction des réseaux sociaux au Népal, etc. ; tous ces prétextes offrent aux organisations bourgeoises un excellent paravent pour régler leurs rivalités, comme ce fut le cas lors de la manifestation anticorruption du 17 novembre à Manille, globalement récupérée par une secte chrétienne en faveur du camp de Duterte.

On voit les effets de cette impasse en Iran, où la classe ouvrière, incapable de développer sa lutte de façon autonome, de diriger son mécontentement contre l'exploitation, prise au piège des illusions sur la « démocratie », le « peuple », les « droits individuels », est enchaînée et massacrée dans des affrontements sanguinaires entre factions bourgeoises qui promettent toutes un pays sans corruption, plus libre et plus juste.

Toutes ces manifestations aboutissent soit à de fausses victoires, lorsque l'ancienne faction bourgeoise est remplacée par une nouvelle, soit à une répression d'État pure et simple, voire aux deux. Et la réponse de l'État à ces manifestations est généralement brutale : au Népal, elle a fait plus de 70 morts et des centaines de blessés, en Indonésie des milliers d'arrestations, à Madagascar 22 morts et plus d'une centaine de blessés. Les révoltes populaires, reflet d'un monde sans avenir, caractéristiques par excellence de la phase de décomposition du système,

« De l'Italie à l'Indonésie, de Madagascar au Maroc : une vague de révolution, de rébellion et de révolte déferle sur le monde ».

ne peuvent que propager les maux d'un capitalisme en putréfaction.²

Il faut lutter sur notre terrain de classe

Les révoltes populaires entretiennent les mystifications sur un capitalisme plus juste et mieux géré, et ne constituent en aucun cas un tremplin vers la lutte de classe. Elles représentent un obstacle majeur et un piège dangereux pour le prolétariat. Car les revendications formulées lors de ces mouvements « *diluent le prolétariat dans l'ensemble de la population, estompant la conscience de son combat historique, le soumettant à la logique de la domination capitaliste et le réduisant à l'impuissance politique* ».³ Le prolétariat a tout à perdre en se laissant noyer dans une vague de protestations populaires, totalement aveuglées par les illusions démocra-

2) La Tendence communiste internationale (TCI) a fait preuve d'un opportunisme flagrant en publiant une déclaration sur les manifestations au Népal (Statement on the Protests in Nepal), signée par la section sud-asiatique du NWBCW. En soutenant l'appel lancé à la génération Z népalaise à « mener une lutte politique et violente », elle les incite en réalité à se lancer dans des actions aventuristes qui s'apparentent à un suicide !

3) « Face à la plongée dans la crise économique mondiale et la misère, les révoltes populaires constituent une impasse », Revue Internationale n° 163.

tiques et la possibilité d'un État capitaliste « propre ».

Les travailleurs doivent, au contraire, imposer leurs propres slogans, leurs propres revendications et organiser leurs propres rassemblements, dans le cadre d'un mouvement qui leur soit propre. En luttant sur le terrain économique (salaires, « réformes », licenciements, etc.), ils commencent, même sans le voir clairement, à s'opposer aux structures mêmes de la société capitaliste, à l'exploitation salariale. Ils créent, sur le long terme, les conditions d'une réflexion plus large, d'une prise de conscience de la perspective révolutionnaire. Le prolétariat est, en effet, la seule force de la société capable d'offrir une alternative aux conditions toujours plus insupportables d'un capitalisme obsolète. Mais cela ne peut réussir à l'intérieur des frontières d'un seul pays, surtout lorsque ce prolétariat est isolé des bataillons du prolétariat au cœur du capitalisme et a peu d'expérience de la lutte contre la démocratie bourgeoise et les multiples pièges que cette classe lui tend. Ce n'est qu'en développant une lutte commune avec les masses laborieuses des pays centraux, qui ont accumulé une longue expérience de la mystification démocratique, que sera possible le renversement nécessaire du capitalisme et l'émancipation de l'humanité.

Dennis, janvier 2026

À lire sur le site web du CCI

Manifeste des 50 ans du Courant Communiste International

“Le capitalisme menace l'humanité, La révolution mondiale est la seule solution réaliste”

fr.internationalism.org

1) Selon *Iran International* et *CBS News* le 20 janvier 2026.

2) Chiffres avancés par *Human Rights Activists News Agency*, basée aux États-Unis.

Vers une poursuite de la résistance ouvrière malgré les manœuvres des syndicats

Depuis un an, l’approfondissement de la crise mondiale du capitalisme, la déstabilisation croissante de l’économie mondiale, la politique économique disruptive de l’« America first » de Trump et l’explosion des dépenses militaires en Europe suite au divorce au sein de l’OTAN, imposent à l’ensemble des bourgeoisies européennes d’intensifier fortement les attaques contre les budgets sociaux et les salaires des travailleurs. Cela est particulièrement vrai pour la Belgique qui par ailleurs subit le poids d’une lourde dette souveraine et d’un fort déficit du budget de l’État, dénoncé par l’Union européenne.

Depuis un an, mettant à profit des résultats électoraux inopinément favorables, la bourgeoisie belge a mis en place un nouveau gouvernement de centre-droit sous la direction de Bart De Wever qui prévoit des dizaines de milliards d’euros de réduction budgétaire afin de réduire la dette de l’État, tout en doublant dans le même temps le budget de la Défense nationale.

Depuis un an donc, les travailleurs sont confrontés à de fortes attaques contre les dépenses sociales de l’État, en particulier concernant le droit au chômage (limité dorénavant à un maximum de deux ans, ce qui entraînera l’exclusion de 100 000 chômeurs à partir de 2026), les retraites (pénalisation de toute retraite anticipée et atteintes aux régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants), les allocations de santé (un demi-million de malades de longue durée risquent de perdre leurs allocations en raison d’efforts « *insuffisants ou non coopératifs* » pour reprendre le travail). De plus, au niveau des salaires, les primes pour les heures supplémentaires ou le travail de nuit sont drastiquement réduites et le gouvernement prévoit de « *suspendre temporairement et partiellement* » l’indexation automatique des salaires et des prestations à l’inflation en 2026.

L’expansion de la résistance ouvrière

Dès l’annonce des plans gouvernementaux fin 2024, les syndicats se sont empressés d’occuper le terrain social en annonçant diverses actions afin d’encadrer toute réaction ouvrière. Cependant, la réaction des travailleurs est vive, dépasse les prévisions des syndicats et les oblige à amplifier les actions et surtout à multiplier les manifestations nationales à Bruxelles.

Examinons de plus près la dynamique. Dès les premières fuites concernant ces plans, les syndicats ont décidé d’organiser une première journée d’action le 13 décembre 2024, dans le but de centrer le mécontentement sur les directives de l’Union européenne. Cette première journée a réuni quelque 10 000 manifestants, surtout des délégués syndicaux, mais la manœuvre ne réduit pas le mécontentement. Au contraire, celui-ci a continué de croître, comme en témoigne la deuxième journée d’action du 13 janvier, que les syndicats voulaient restreindre à « *la défense des retraites dans l’enseignement* ». En réalité, la participation a atteint 30 000 manifestants issus de secteurs de plus en plus nombreux et de toutes les régions du pays. Le 27 janvier, une manifestation sectorielle régionale « *historique* » du personnel de l’enseignement francophone a rassemblé 35 000 participants contre les coupes sombres imposées par le gouvernement régional, avec la présence à nouveau de nombreux travailleurs d’autres secteurs et régions. La communication du programme d’austérité du gouvernement « Arizona » n’a fait qu’aviver la contestation et la troisième manifestation nationale du

13 février, visant selon les syndicats la « *défense des services publics* », a réuni près de 100 000 manifestants de tous les secteurs, qui ont exprimé leur volonté de dépasser le saucissonnage sectoriel et régional du mouvement imposé par les syndicats et qui ont appelé à mener un combat global contre les attaques du gouvernement. Malgré les tentatives de démobilisation des syndicats durant le printemps au moyen de grèves générales d’un jour passives où tout le monde reste chez soi ou de grèves sectorielles à répétition et très impopulaires dans les chemins de fer avec même une division entre syndicats, la dernière manifestation nationale du 25 juin, à la veille des vacances, réunissait encore près de 50 000 manifestants exprimant une combativité toujours intacte.

Au-delà des chiffres, il faut mettre en évidence les caractéristiques de cette dynamique de combativité montante : – elle s’est enclenchée non pas contre des mesures concrètes et spécifiques, mais contre les plans annoncés et globaux. Plus que jamais le slogan « *ça suffit !* » était au centre de la volonté de mobilisation ; – elle était marquée par un refus de la passivité, de la tendance à rester « isolé dans son coin », mais au contraire par une volonté de se mobiliser « dans la rue » ; – elle était enfin caractérisée par un refus du saucissonnage du mouvement, mais poussait à l’unification de la résistance, au-delà des secteurs et des régions.

Même si la dynamique de combativité de ces six premiers mois de 2025 en Belgique n’arrive encore d’aucune manière bien sûr à détecter, voire à s’opposer aux manœuvres de dévoiement et de sabotage des syndicats, le développement de la résistance se situe fermement sur le terrain de la lutte de classe et ses caractéristiques pointées ci-dessus rejoignent celles des luttes de l’été de la colère au Royaume-Uni en 2022, du mouvement contre la réforme des retraites en France pendant l’hiver 2023, des grèves aux États-Unis, notamment dans l’industrie automobile et chez Boeing, fin 2023 et début 2024. Ainsi, la mobilisation de la classe ouvrière en Belgique s’inscrit dans la dynamique internationale de la « rupture ».

Il est en effet fondamental de comprendre que cette dynamique de la lutte ouvrière en Belgique n’est pas isolée mais constitue une des expressions de la rupture avec des années de soumission passive des travailleurs aux attaques de la bourgeoisie, d’atomisation, mais aussi la maturation souterraine, le processus de réflexion en cours. « *La résurgence de la combativité ouvrière dans un certain nombre de pays est un événement historique important qui n’est pas le résultat des seules conditions locales et ne peut s’expliquer par des circonstances purement nationales. Portés par une nouvelle génération de travailleurs, l’ampleur et la simultanéité de ces mouvements témoignent d’un véritable changement d’humeur de la classe et d’une rupture avec la passivité et la désorientation qui ont prévalu de la fin des années 1980 à aujourd’hui* ». ¹

La bourgeoisie tente de faire oublier les acquis des mobilisations ouvrières

Cependant, le « break » des vacances d’été a largement été mis à profit par les syndicats pour prendre les devants et mettre au point une tactique insidieuse avec l’intention de contrer cette dynamique montante de combativité et

de rassemblement au-delà des secteurs, et ceci sous les apparences de façade de la radicalité. Ainsi, ils ont d’abord appelé à une nouvelle manifestation nationale le 14 octobre avec l’intention de « *battre tous les records* », tout en prenant soin d’entraver la dynamique de combativité et de réflexion. Ils distribuent plus de 75 000 billets de train gratuits à leurs membres pour venir passer la journée à Bruxelles et évitent tout regroupement ou discussion à la fin de la manifestation, grâce entre autres aux confrontations des Black Blocs avec la police qui ont favorisé une dissolution rapide de la manifestation. Bref, les syndicats ont réussi à donner l’image trompeuse d’une grande radicalité à travers les 130 000 participants tout en dissolvant largement au sein du rassemblement toute expression de combativité ou de réflexion.

Ayant réussi à se présenter à la tête du combat, les syndicats annoncent alors dans la foulée deux types de mouvements, présentés comme des pas supplémentaires dans la montée en puissance de la lutte : une série de trois journées de grèves débouchant sur une grève générale le dernier jour du 24 au 26 novembre et la mise en place d’actions radicales dans certains secteurs, comme par exemple la possibilité d’une semaine de grève pour les cheminots en décembre.

Lorsque les syndicats annoncent des « *actions offensives* », la méfiance est de mise. Et de fait, en y regardant de plus près, il apparaît clairement que les actions annoncées visent précisément à miner les acquis des luttes de décembre 2024 à juin 2025 :

– les grèves générales totalement passives, où les grévistes restent individuellement chez eux visent à faire oublier la dynamique de mobilisation active et de rassemblement dans les manifestations de l’hiver et du printemps 2025. De fait, la soi-disant grève générale de trois jours du 24 au 26 novembre est une blague pour aveugler la classe ouvrière, sans véritables rassemblements, sans possibilité de se déplacer et de se rencontrer. De plus, les appels à la grève divergent selon le secteur et la région et des entreprises comme La Poste, l’enseignement secondaire ou de nombreuses firmes privées n’y participent pas.

– L’organisation de mouvements sectoriels (cheminots, chauffeurs de bus), régionaux (enseignement

francophone) ou par catégorie sociale (chômeurs, malades de longue durée, retraités), stimulés par le fait que les premières mesures concrètes et spécifiques tombent, vise à contrer la dynamique d’unification au-delà des secteurs et des régions des manifestations de la première moitié de 2025 et à épuiser ces secteurs dans des mouvements longs et impopulaires.

Par ailleurs, la prise d’initiative syndicale est appuyée par toute une série de campagnes, propagées en particulier par les gauchistes du PTB, visant à récupérer les éléments plus « critiques » autour des mobilisations pour Gaza et un État palestinien ou contre la violence faite aux femmes.

Enfin, les médias bourgeois n’arrêtent pas de ressasser le caractère « *irresponsable* » de la résistance ouvrière face aux menaces contre la sécurité nationale (battage autour des drones non identifiés au-dessus de bases militaires) et face au danger de faillite du plus « mauvais élève de la classe européenne » si on ne coupe pas dans le budget. Même les syndicats adhèrent à cet argument et reconnaissent que tout le monde doit faire des efforts et se serrer la ceinture à condition que cela soit « équitable », et ceci dans le prolongement de la campagne développée par la gauche et l’extrême-gauche de l’appareil bourgeois qui clame que « *les grandes fortunes aussi doivent accepter des sacrifices* ».

Les confrontations de classe vont se poursuivre

À l’évidence, les syndicats ont pris les devants et la dynamique de progression de la lutte a atteint pour le moment un palier car elle se heurte à une multitude d’obstacles : non seulement ceux qui, comme nous le voyons dans le cas des syndicats, sont mis en place par l’État capitaliste pour empêcher le développement d’une véritable force de lutte des exploités, mais aussi ceux qui sont le produit de la descente vers la misère, la guerre et la barbarie qu’entraîne le capitalisme mondial dans sa phase finale de décomposition. Confronté à ces obstacles, les travailleurs ne recouvrent que très lentement la conscience d’être une force sociale et historique, la classe ouvrière. Dans le contexte actuel de décomposition du capitalisme, caractérisé par la fragmentation, le repli sur soi, la crainte du futur, renouer avec son identité de classe internationale et la perspective

Résolution sur la situation internationale (2025)

Nous publions, ci-dessous, des extraits de la *Résolution sur la situation internationale* adoptée par le 26^e congrès du CCI en mai 2025.

« [...] Le pôle menant au chaos et à l’effondrement est de plus en plus visible. Mais il existe un autre pôle, celui de la lutte des classes, dont témoigne la « rupture » depuis 2022, qui n’est pas un feu de paille, mais qui a une profondeur historique fondée sur le fait que le prolétariat, dans les principaux centres du système, n’a pas subi de défaite décisive, et sur l’existence d’un long processus de maturation souterraine de la conscience. Mais elle continue aussi à prendre une forme beaucoup plus manifeste, comme le montre l’exemple de la Belgique. Aux États-Unis, les politiques de Trump entraîneront une augmentation rapide de l’inflation, sapant les promesses faites aux travailleurs en particulier ; et la tentative de supprimer des emplois gouvernementaux donne déjà lieu à une résistance de classe embryonnaire. En Europe, la demande de la bourgeoisie de sacrifier au nom de la relance de la machine de guerre se heurtera certainement à une

révolutionnaire qu’elle contient, est un défi difficile et tortueux.

Cependant, si la résistance de la classe ouvrière est momentanément anesthésiée en Belgique, cela ne signifie nullement qu’elle est terrassée et cela pour plusieurs raisons :

– la colère n’a pas disparu, la classe ouvrière en Belgique n’est pas défaite, elle garde un potentiel de combativité et la réflexion se poursuit en son sein ; – les luttes en Belgique font partie d’une dynamique internationale de luttes et contribuent à la maturation de la conscience qui se développe à un niveau international dans la classe et qui va s’amplifier ; – la situation économique continue d’empirer et les attaques vont se concrétiser et s’accroître sur tous les fronts, comme l’annonce déjà le nouveau plan gouvernemental de réductions budgétaires de près de 10 milliards : chômage, pensions, allocations sociales et de maladie, index, travailler plus pour même salaire, flexibilité du travail sans compensation (travail de nuit), hausse des prix,...

– De plus, la déstabilisation des structures politiques liée à la putréfaction du capitalisme risque d’accroître la pression sur les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, comme dans le cas de la région de Bruxelles, où l’inévitabilité d’une faillite financière et d’une paralysie budgétaire se précise à cause de l’absence de gouvernement depuis plus d’un an et demi.

Les confrontations de classe qui secouent aujourd’hui la Belgique sont particulièrement illustratives du contexte dans lequel se développeront les combats ouvriers dans la période actuelle, plus particulièrement dans les pays industrialisés, avec des attaques tous azimuts du fait de l’accélération de la crise économique, interagissant comme dans un tourbillon avec l’expansion du militarisme et la propagation du chaos. Qu’elles aboutissent ou non à faire reculer (forcément momentanément) le gouvernement, ces combats ne sont pas vains. En relevant la tête collectivement, en refusant la résignation, les travailleurs préparent les luttes futures et, pas à pas, malgré les défaites inévitables, nous posons les bases d’un monde nouveau. C’est uniquement par la lutte que le prolétariat peut prendre conscience qu’il est la seule force capable d’abolir l’exploitation capitaliste.

R. Havanais, 24 novembre 2025

dans la rage viscérale et la frustration d’une population générale réagissant aux catastrophes, à la répression, à la corruption, à l’insécurité sociale et à la violence, comme nous l’avons vu dans les récentes manifestations et révoltes aux États-Unis, en Serbie, en Turquie, en Israël et ailleurs. La classe dirigeante est parfaitement capable d’utiliser les effets de la décomposition de son propre système contre la classe ouvrière : exploitation des divisions « culturelles » (wokisme contre anti-wokisme, etc.) ; luttes partielles réagissant à l’aggravation de l’oppression et de la discrimination à l’encontre de certaines couches de la société ; campagnes anti-migratoires, etc. Particulièrement dangereuses sont les nouvelles campagnes de « résistance démocratique » contre le « danger du fascisme, de l’autoritarisme et des oligarchies », dont le but est de détourner la colère contre un système en perdition vers les Trump, Musk, Le Pen et le reste des populistes et de l’extrême droite, qui ne sont que l’expression caricaturale de la putréfaction du capitalisme [...] ».

CCI, mai 2025

La révolution mondiale est la seule solution réaliste !

Notre réunion publique de décembre 2025 visait à présenter le *Manifeste* publié par le CCI à l'occasion du 50^e anniversaire de sa fondation.¹ Celui-ci est principalement consacré à l'analyse globale des cinquante dernières années de convulsions capitalistes et de lutte de classe.

Le *Manifeste* et l'introduction à la réunion ayant souligné les profondes responsabilités de la minorité révolutionnaire dans la situation mondiale actuelle et future,² un premier point de discussion s'est attaché à évaluer l'analyse du CCI sur les principaux développements de la situation mondiale au cours des cinq dernières décennies :

- La réémergence de la lutte prolétarienne à la suite des grèves massives de Mai 1968 en France, puis à travers une vague de luttes qui a touché la plupart des régions du globe et qui a été menée par une nouvelle génération de travailleurs qui n'avait pas été écrasée par la profonde contre-révolution qui s'est abattue sur la classe après la défaite de la vague révolutionnaire de 1917-1923.

- Ce mouvement a vu de nombreuses avancées dans la conscience (qui ont pris une forme très concrète avec la « renaissance » de la Gauche communiste internationale et la formation du CCI lui-même), dans l'extension et l'auto-organisation des luttes, dont le point culminant a été atteint lors de la grève massive en Pologne en 1980.

- Ces luttes ont constitué un obstacle à la « solution » de la bourgeoisie pour sortir de la crise économique mondiale qui s'aggravait, c'est-à-dire la mobilisation de la société pour une nouvelle guerre mondiale, mais elles n'ont cependant pas atteint le niveau de politisation requis pour que prenne corps l'alternative de la révolution prolétarienne. À la fin des années 1980, nous étions donc arrivés à une sorte d'impasse sociale qui a ouvert la voie à une nouvelle phase, terminale, du déclin du système capitaliste : la phase de décomposition.

- Même si cette nouvelle phase a mis fin à l'ancienne division du monde en blocs militaires, constituant ainsi un obstacle supplémentaire à l'écèlement d'une troisième guerre mondiale, la décomposition elle-même porte la perspective de la destruction de l'humanité à travers la combinaison de guerres régionales, de catastrophes écologiques, de pandémies et de toute une série d'autres fléaux.

- Les années 2020 voient une accélération de la désintégration de la société capitaliste et de la combinaison de ses différentes crises dans une sorte de tourbillon qui rend la perspective de la barbarie plus tangible que jamais. Néanmoins, s'il s'agit là du pôle le plus visible de la situation mondiale, il en existe un autre qui lui est antagonique, constitué par l'existence d'un

prolétariat mondial, particulièrement ses bataillons les plus concentrés en Europe occidentale et en Amérique du Nord, qui n'a pas subi de défaite physique et idéologique comme dans les années 1920 et 1930. Qui plus est, à partir de 2022, s'est ouverte une nouvelle phase dans la lutte des classes constituant une rupture après plusieurs décennies de recul dans la combativité et la conscience de la classe ouvrière consécutives à la chute du bloc « soviétique » et la campagne sur la victoire définitive du capitalisme.

La gravité de la situation mondiale met en relief la très grande importance des tâches qui attendent ceux qui défendent la révolution communiste, et aussi leur responsabilité pour pousser au développement de la politisation du mouvement de classe et pour construire un pont vers le futur Parti communiste international, sans lequel toute poussée révolutionnaire sera vouée à l'échec.

Ce qui était frappant lors de la première série d'interventions à la réunion, c'est à quel point les camarades ont compris que l'alternative entre le socialisme et la barbarie se manifestait de manière très concrète par la prolifération des guerres et la très grave crise écologique qui menace la planète. Comme nous l'a écrit un sympathisant après la réunion, il y a une *« prise de conscience croissante au sein de la classe que nous sommes confrontés à une crise existentielle de la civilisation et de l'ordre mondial actuel. Cette prise de conscience est formulée de manière floue au sein de la classe, mais elle prend clairement de l'importance et devient de plus en plus évidente pour beaucoup, même si c'est de manière semi-consciente »*.

Une nouvelle phase de la lutte des classes

Les questions et les désaccords qui ont suscité le plus de discussions portaient sur la question de la « rupture » dans la dynamique de la lutte de classe. MH, membre du collectif Old Moles, a exprimé un désaccord sur ce point. Il est d'accord avec le CCI sur l'importance de ce qui s'est passé en Mai 68 et après, mais a soutenu que le CCI n'a pas tenu compte des avertissements émanant de son propre 21^e congrès international³ contre la surestimation de la lutte des classes, allant de pair avec une sous-estimation de la capacité de la bourgeoisie à y faire face. Selon MH, la lutte de classe des années 1970 et du début des années 1980 a été vaincue par une contre-offensive de la bourgeoisie qui a également permis à cette dernière *« d'introduire des changements économiques »* qui ont donné un répit au système. Il reconnaît une *« reprise limitée »* de la lutte des classes après 2022, mais selon lui, avec son concept de « rupture » le CCI sous-estime l'impact durable de la défaite des années 1980 et commet la même erreur de surestimation de la lutte des classes qui avait été à l'origine de son analyse d'un « tournant » dans la lutte en 2003.

En fait, le CCI ne sous-estime nullement la profondeur du recul de la lutte des classes au cours des trois dernières décennies. Celui-ci a été engendré par un certain nombre de défaites importantes, comme celle des mineurs en Grande-Bretagne en 1984 et par des campagnes idéologiques massives, comme l'organisation de manifestations de masse contre le déploiement de missiles nucléaires en Europe occidentale. La « mondialisation », en grande partie le résultat de l'effondrement de l'ancien système de blocs et de l'ascension consécutive de la Chine

3) « Résolution sur le rapport de forces entre les classes (2019) », *Revue internationale* n° 164 et « Les racines historiques de la « rupture » dans la dynamique de la lutte des classes depuis 2022 (Partie II) », *Revue internationale* n° 173.

en tant que « locomotive » de l'économie mondiale, a aussi accordé un certain répit au capitalisme.

Cependant, la chute du bloc soviétique, puis l'implosion de l'URSS, qui a permis à la bourgeoisie de déclencher une offensive idéologique massive sur la « mort du communisme » et la victoire du capitalisme et de la démocratie bourgeoise, a été le facteur central de désorientation de la classe ouvrière depuis le début des années 1990. Celle-ci ne peut être dissociée du processus de décomposition capitaliste, marqué par l'atomisation croissante des relations sociales et la montée de toutes sortes d'idéologies irrationnelles, qui a encore considérablement réduit le niveau de conscience dans la classe, la perte de confiance du prolétariat en ses propres forces et sa capacité à se considérer comme une classe sociale distincte.

La récupération progressive de l'identité de classe (sans laquelle il ne peut y avoir de perspective de politisation prolétarienne de la lutte) est liée à l'aggravation de la crise économique, qui ne peut qu'entraîner des attaques directes et massives contre les exploités et les obliger à réagir sur leur propre terrain de classe, contrairement aux phénomènes spécifiques de décomposition, tels que la crise écologique, qui, faute de politisation suffisante, ont tendance à donner lieu à des réactions parcellaires, sur un terrain bourgeois, celui des prétendues « réformes » démocratiques notamment.

À côté de ce danger, l'interclassisme, mêlant des revendications ouvrières à celles des petits patrons ou autres couches sociales intermédiaires, comme ce fut le cas avec les Gilets jaunes en France, présente le danger de diluer un prolétariat encore fragile dans d'autres couches de la société alors qu'il n'en est encore qu'au tout début du processus menant à la reconquête

suite de la page 8

de sa propre identité de classe. Même s'il est semé d'embûches, ce combat est bel et bien amorcé. C'est précisément ce qui se passe selon nous depuis 2022 : dans de nombreux pays, les travailleurs se sont mis en grève et sont descendus dans la rue pour résister aux attaques (sur les salaires, les retraites, etc.) qui se sont accumulées sur une longue période, parallèlement à un sentiment croissant dans la classe que *« trop, c'est trop »* et que les promesses d'un futur meilleur après des années d'austérité ne se sont jamais concrétisées. Ces luttes de classe sont aussi le produit d'une longue période de maturation souterraine qui leur confère une profondeur bien plus importante que le « tournant » au début du siècle auquel fait référence MH. Comme nous l'avons déjà noté, ce processus souterrain donne déjà lieu à de premiers, quoique embryonnaires, développements de la conscience dans la classe à différents niveaux : dans une toute petite minorité qui recherche la clarté marxiste et envisage une implication organisationnelle ; dans une minorité légèrement plus large qui recherche une réponse internationaliste aux guerres capitalistes ; et dans les manifestations plus ouvertes et massives de la lutte, par exemple en France, où de jeunes manifestants revendiquent leur continuité avec Mai 68 ou établissent un lien clair entre le développement de l'économie de guerre et la baisse de leur niveau de vie.

Construire le pont vers le futur parti

La conclusion de la réunion nous a permis de souligner les responsabilités qui incombent aux révolutionnaires dans la situation mondiale actuelle. Comme nous ne vivons pas une période contre-révolutionnaire avec un prolétariat défait, la voie vers la formation du futur parti reste ouverte, même

s'il s'agit d'un chemin très long, semé de nombreux obstacles à surmonter. Il n'est pas question, aujourd'hui, pour le CCI de proclamer la création du parti mondial, à la manière des différents micro-partis bordiguistes, mais de construire un pont qui mènera à la constitution du futur parti, une organisation capable d'avoir un impact réel sur le cours de la lutte de classe. Ce travail, similaire à celui d'une fraction, exige une organisation politique dotée d'un programme clair, centralisée à l'échelle internationale et capable de transmettre une riche expérience au niveau organisationnel et politique. Aujourd'hui, le CCI est la seule organisation à pouvoir remplir ce rôle, notamment en raison de l'opportunisme et du sectarisme qui prévalent au sein du reste du camp politique prolétarien existant. Aussi est-il crucial que la « génération de 1968 » qui a fondé le CCI puisse transmettre les leçons de ses 50 ans d'existence aux nouvelles générations de camarades rejoignant ses rangs.

Dans la tradition bolchevique sur la question de l'adhésion à l'organisation révolutionnaire, qui est aussi notre tradition, l'organisation doit être fondée sur l'engagement militant profond de tous ses membres. Mais si l'organisation doit assumer le rôle d'avant-garde dans le développement du mouvement révolutionnaire, l'une de ses tâches est aussi de stimuler le développement d'un réseau de sympathisants et de compagnons de route prêts à la soutenir. Deux exemples concrets ont été évoqués à propos de la manière dont ces camarades peuvent aider le CCI à court terme : nous aider à diffuser le *Manifeste* (et notre presse en général) le plus largement possible, et nous envoyer leurs appréciations des réunions publiques afin de poursuivre la réflexion.

Amos, décembre 2025

Il y a 80 ans, la fondation de la GCF

*Révolution, on abandonne l'œuvre positive de formation des cadres. Mais il y a encore pire et les premières expériences du Parti en Italie sont là pour nous le confirmer. Voulant à tout prix jouer au parti dans une période réactionnaire, voulant à tout prix faire du travail de masse, on descend au niveau de la masse, on lui emboîte le pas, on participe au travail syndical, on participe aux élections parlementaires, on fait de l'opportunisme. À l'heure présente, l'orientation de l'activité vers la construction du Parti ne peut être qu'une orientation opportuniste ».*¹² Et la critique de la GCF ne devait pas s'arrêter là. L'opportunisme du Partito ne se manifestait pas seulement dans le caractère prématuré de sa formation mais aussi par le fait qu'il s'était constitué sans la moindre clarification et délimitation des positions et des principes prolétariens. Voilà pourquoi, à partir de 1945-1946, le parti accepta d'intégrer dans ses rangs, sans la moindre discussion préalable, aussi bien la tendance Vercesi qui, quelques mois auparavant se trouvait dans le Comité antifasciste de Bruxelles, que la minorité de la Fraction italienne qui s'était engagée dans les milices antifascistes au cours de la Guerre d'Espagne, que des membres de l'ex-Union communiste, et même des militants ayant participé à la « libération » de Turin aux côtés des « partisans » en 1945. Telle était la consistance de ce conglomerat sans principes qui constituait le PCInt au lendemain de la guerre.

12) « La tâche de l'heure : construction du parti ou formation des cadres », *Internationalisme* n° 12 (août 1946).

La recherche du succès immédiat et de l'attraction du plus grand nombre l'amenaient à tourner totalement le dos à la méthode héritée de l'expérience du mouvement révolutionnaire en matière de construction de l'organisation, depuis la formation de la Ligue des communistes en 1848 jusqu'à celle du parti bolchevique en 1903. Tel était le message adressé par la GCF en janvier 1946 en établissant le parallèle entre la construction opportuniste de l'IC à partir de 1919-1920 et celui du Partito : *« En somme, la méthode qui servira à l'IC pour "la construction" des Partis Communistes sera partout à l'opposé de la méthode qui a servi et qui a fait ses preuves dans l'édification du Parti bolchevique. Ce n'est plus la lutte idéologique autour du programme, l'élimination progressive des positions opportunistes qui, par le triomphe de la Fraction révolutionnaire conséquente, servira de base à la construction du Parti mais c'est l'addition de différentes tendances, leur amalgame autour d'un programme volontairement laissé inachevé qui serviront de base. La sélection sera abandonnée pour l'addition, les principes sacrifiés pour la masse numérique ».*¹³

La deuxième partie abordera la dernière phase de la vie politique de la GCF et montrera la contribution de ce groupe dans la compréhension de la décadence du capitalisme et ses implications concernant les positions des révolutionnaires. (À suivre)

Vincent, 19 janvier 2026

13) « À propos du 1^{er} congrès du Parti communiste internationaliste d'Italie », *Internationalisme* n° 6 (janvier 1946).

VIE DE L'ORGANISATION

LE CCI SUR INTERNET



fr.internationalism.org
E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement de 2 ans à Révolution internationale
6 numéros + frais de port : **14 €**

Abonnement de 2 ans à la Revue internationale
4 numéros + frais de port : **18, 5 €**

Abonnement couplé de 2 ans
6 numéros de RI
et 4 numéros de la Revue
+ frais de port : **30 €**

Abonnement diffuseur de 2 ans à Révolution internationale
Pour les lecteurs qui souhaitent diffuser la presse du CCI

- 6 numéros (x3) + frais de port : **35 €**
- 6 numéros (x6) + frais de port : **55 €**

Abonnement diffuseur de 2 ans à la Revue internationale
Pour les lecteurs qui souhaitent diffuser la presse du CCI

- 4 numéros (x2) + frais de port : **31 €**
- 4 numéros (x3) + frais de port : **45 €**

*Les frais de port sont valables pour la France métropolitaine.
Pour les autres pays ou les territoires d'outre-mer, contactez-nous par mail ou sur notre boîte postale.*

*Versements par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : HISTOIRE ET ÉCONOMIE
à l'adresse suivante :
Revue Internationale, BP 30605
31006 TOULOUSE CEDEX 6*

Merci de préciser le type d'abonnement souscrit et une adresse d'envoi.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé.

Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se

heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.

Elle participe pleinement à la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

PERMANENCES ET RÉUNIONS PUBLIQUES

**Pour les luttes actuelles et à venir,
il faut se regrouper, débattre, tirer les leçons...**

Le Courant communiste international organise des réunions publiques et des permanences physiques et en ligne. Ces réunions sont des lieux de débat ouverts à tous ceux qui souhaitent rencontrer et discuter avec le CCI. Nous invitons vivement tous nos lecteurs et tous nos sympathisants à venir débattre afin de poursuivre la réflexion sur les enjeux de la situation et confronter les points de vue.

Pour connaître les dates et lieux de nos réunions publiques et permanences, rendez-vous dans la **rubrique « agenda »** du site web du CCI. Vous pouvez également nous adresser un message à : **france@internationalism.org** ou dans la **rubrique « nous contacter »** de notre site web.

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
(FRANCE)
Revue Internationale
BP 30605
31006 Toulouse Cedex 6

Acción Proletaria
(ESPAGNE)
Écrire à l'adresse postale
en France

Internationalisme
(BELGIQUE)
PB 102, 2018 Antwerpen
(Centraal Station)

Internationalism
(ÉTATS-UNIS)
Écrire à l'adresse postale
au Royaume-Uni

Internacionalismo
(VENEZUELA)
Écrire à l'adresse postale en
France

Internationell revolution
(SUEDE)
Écrire à l'adresse postale
en Suisse

Rivoluzione internazionale
(ITALIE)
CP 469,
80100 Napoli

World Revolution
(ROYAUME-UNI)
BM Box 869,
London WCI N 3XX

World Revolution
(AUSTRALIE)
Écrire à l'adresse postale
au Royaume-Uni

Weltrevolution
(SWITZERLAND)
Internationale Revue
Postfach 367 – CH-8021 Zürich

Revolución Mundial
(MEXIQUE)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico

Communist Internationalist
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
2, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La décadence du capitalisme
2, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Les syndicats contre la classe ouvrière
2, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Nation ou classe
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Le trotskisme contre la classe ouvrière
4€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Organisation communiste et conscience de classe
4€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Guerre du Golfe
2, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

L'État dans la période de transition
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La Gauche communiste d'Italie
8€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La Gauche hollandaise
12€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La Gauche communiste de France
4€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

L'effondrement du stalinisme
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La Révolution russe
2, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988
2€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Luttes dans la fonction publique de décembre 1995
2€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

**Fascisme et démocratie, deux expressions
de la dictature du capital**
4, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Comment le PCF est passé au service du capital
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

**La terreur stalinienne un crime du capitalisme,
pas du communisme**
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Octobre 17
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Le communisme n'est pas un bel idéal...
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Les élections un piège pour la classe ouvrière
2€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

À LIRE SUR LE SITE WEB DU CCI

Coup de force des États-Unis au Venezuela :
Tous les États sont impérialistes! Le capitalisme, c'est la guerre !

L'atrocité de Bondi Beach : Derrière les actes terroristes, un capitalisme en putréfaction

Il y a 120 ans le surgissement des soviets en Russie

Soudan : une guerre barbare alimentée par de nombreux appétits impérialistes

Vers une poursuite de la résistance ouvrière malgré les manœuvres des syndicats

Grèves contre le massacre à Gaza :
Le prolétariat en Italie dans les filets du pacifisme et du nationalisme

Contre les attaques du gouvernement : poursuivons la lutte !

SOUSCRIPTIONS

Lille
Z. 40

Totale : 40 €



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

IL Y A 80 ANS, LA FONDATION DE LA GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

Maintenir en vie l'étincelle de l'organisation des révolutionnaires

Au mois de janvier 1945, paraissait le premier numéro de la revue *Internationalisme*, l'organe théorique de la Fraction française de la Gauche communiste (FFGC) qui avait été fondée quelques semaines plus tôt lors de sa première conférence en décembre 1944.¹ Ce groupe, composé d'une poignée de militants, prit par la suite le nom de Gauche communiste de France et mena, jusqu'en 1952, une intense activité politique.² En s'inscrivant dans la continuité politique de la Fraction de gauche du Parti Communiste d'Italie, elle apporta une contribution politique inestimable, en particulier sur la question de l'organisation et de la conception du militantisme. Au cœur de la nuit de la contre-révolution, alors que les minorités révolutionnaires étaient considérablement réduites et très isolées du reste de la classe ouvrière, la GCF fut cette étincelle qui permit de maintenir en vie la flamme des révolutionnaires. Depuis sa fondation en 1975, le CCI n'a jamais cessé de se réclamer de l'héritage légué par la Fraction italienne et la GCF. 80 ans après la fondation de ce groupe, cet article vise donc à retracer brièvement la trajectoire de cette organisation et surtout à mettre en lumière ses principaux apports sur la base desquels le CCI s'est fondé, il y a 50 ans.

La défense du rôle de la fraction

À partir de 1937, la Fraction de gauche du Parti communiste d'Italie (Fraction italienne)³ allait connaître de graves difficultés politiques liées tout particulièrement à l'analyse du cours historique. La majorité du groupe, ainsi que son organe central, commença à défendre l'analyse selon laquelle les

guerres de cette période avaient pour raison d'être le massacre des prolétaires et non plus les antagonismes inter-impérialistes. Cette analyse fut tout particulièrement défendue et développée par Vercesi, l'un des principaux animateurs de la Fraction italienne, qui théorisa l'idée que le capitalisme pouvait éviter les guerres généralisées du fait de sa capacité à surmonter ses contradictions économiques grâce au développement de l'économie de guerre. Selon lui, la situation de « guerres localisées » qui prévalait à l'époque comme en Espagne, en Éthiopie, en Mandchourie, etc., ne devait pas être considérée comme un prélude à la guerre mondiale mais comme une guerre contre la classe ouvrière destinée à empêcher celle-ci de prendre le chemin de la révolution communiste. Ces graves erreurs d'analyse plongèrent la Fraction dans la confusion la plus totale lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata en septembre 1939. La majorité de la Fraction, emmenée par Vercesi, théorisait carrément la « disparition sociale du prolétariat en temps de guerre », et par conséquent l'abandon de l'activité militante organisée. Seule une petite minorité s'opposa fermement à cette vision. Fuyant la zone d'occupation allemande, cette poignée de militants se réfugia à Marseille tout en tentant de maintenir des liens avec les autres militants à Paris. Ainsi, incapable d'établir une vision claire de son rôle en relation avec une analyse cohérente de la situation mondiale, la Gauche communiste internationale et la Gauche italienne ne furent pas en mesure de faire face à l'épreuve du déclenchement de la guerre. Dès septembre 1939, le Bureau international de la Gauche communiste se dissolvait, la Fraction italienne elle-même se disloqua, les liaisons entre les sections furent quasiment rompues. Ce n'est qu'à partir de juin 1940 que l'activité politique put se rétablir au sein du groupe de Marseille et dans les mois suivants la Fraction commença à se reconstituer en renouant les contacts avec les militants dispersés en France et en Belgique. C'est dans ces conditions que le petit noyau de militants établi à Marseille réussit à gagner à ses positions quelques éléments issus du trotskisme. Quelques mois plus

tard, ce petit cercle d'environ dix militants, constitua, sous l'impulsion de Marc Chirik,⁴ le Noyau français de la Gauche communiste sur la base d'une déclaration de principes : « *En 1942, en pleine guerre impérialiste, un groupe de camarades, rompant organisationnellement et politiquement avec le confusionnisme et l'opportunisme des organisations trotskistes et la guerre impérialiste, se sont constitués en noyau de la Gauche communiste internationale* ». ⁵ Dès lors, à partir de 1943, la Fraction italienne et le Noyau français entreprirent un travail commun d'intervention pour dénoncer ouvertement la guerre impérialiste et défendre l'internationalisme prolétarien : « *des affiches dénonçant la guerre impérialiste et tous les camps militaires furent collées dans plusieurs villes françaises. Des tracts rédigés en allemand, anglais, italien et français furent jetés dans les trains militaires partant pour le front. Après le débarquement américain du 6 juin 1944, un appel fut lancé à tous les soldats et ouvriers leur demandant de manifester leur solidarité de classe, par-delà les frontières ; de cesser le feu et baisser les armes ; de s'unir tous contre le capitalisme mondial sur "le front international de classe", en vue de transformer la guerre impérialiste en guerre civile, pour le triomphe de la révolution mondiale* ». ⁶ Cet intense travail mené essentiellement par le « noyau

4) Marc Chirik était membre à ce moment-là de la Fraction italienne de la Gauche communiste. Il sera également un des membres fondateurs du Courant Communiste international. Pour en savoir davantage sur sa trajectoire politique voir la série d'articles suivante :

– « Marc : De la révolution d'octobre 1917 à la deuxième guerre mondiale », *Revue internationale* n° 65 (2^e trimestre 1991).

– « Marc : II – De la deuxième guerre mondiale à la période actuelle », *Revue internationale* n° 66 (3^e trimestre 1991).

5) « Statut d'organisation de la Fraction française de la Gauche communiste internationale. » Ce noyau se donne pour perspective la formation de la Fraction française de la Gauche communiste mais, rejetant la politique de « campagnes de recrutement » et de « noyautage » pratiquée par les trotskistes, il se refuse, sous l'influence de Marc Chirik, à proclamer de façon précipitée la constitution immédiate d'une telle fraction.

6) *La Gauche communiste d'Italie*.

français » se concrétisa notamment par le développement numérique du groupe à Marseille et Paris. En décembre 1944, lors de sa première conférence, le noyau se transforma en « Fraction française de la Gauche communiste ». La Gauche communiste internationale comptait désormais une nouvelle fraction, en plus de la Fraction italienne et celle de Belgique, réalisant par là le projet formulé dès 1937 par le Bureau international de la Gauche communiste. « *Les bases programmatiques étaient rigoureusement les mêmes que celles des fractions italienne et belge : la résolution du Bureau international de la Gauche communiste de 1938 et toute la tradition de Bilan* ». ⁷ La commission exécutive (CE) élue par la conférence comprenait un membre de la CE de la Fraction italienne (MC) pour marquer le caractère non autonome de la nouvelle fraction. ⁸ Mais les liens entre les rescapés de la Fraction italienne et la Fraction française allaient se distendre très rapidement, en raison d'une certaine défiance de la première envers la seconde. En fait, comme il fut reconnu lors de la 3^e conférence en mai 1944, la Fraction italienne n'était pas parvenue à dépasser complètement la crise qui l'avait affectée à la fin des années 30. La fondation du Partito Comunista Internazionale (PCIInt) en 1943 en Italie avait d'ailleurs aggravé la désorientation et la dispersion régnant au sein de la Fraction. ⁹ La conférence de celle-ci en mai 1945, décida son auto-dissolution et l'intégration individuelle de ses membres dans le nouveau « parti » fondé en Italie. Seul Marc Chirik s'opposa fermement à cette décision tant que les positions, mal connues, du nouveau parti ne pouvaient être vérifiées. Face à l'entreprise de suicide de la Fraction, ¹⁰ il finit par

7) Il s'agit du nom donné à la revue théorique de la fraction de gauche du Parti communiste d'Italie entre 1933 et 1938.

8) *Ibidem*.

9) Pour un développement plus détaillé sur ce sujet lire *La Gauche communiste d'Italie*, Chapitre IX : « Le Partito comunista internazionale d'Italie ».

10) Cette dissolution a été un coup de force et un coup de théâtre. C'est le jour même de la Conférence que les membres de la fraction l'apprennent à la lecture de la « déclaration politique » rédigée par une partie de la Commission exécutive seulement. Cette dernière indiqua que si ce texte n'était pas adopté, elle donnerait sa démission pour le

démissionner de sa CE, quitta la conférence en guise de protestation et décida de poursuivre le combat révolutionnaire au sein de la Fraction française. À la fin de l'année 1945, la FFGC prit le nom de Gauche communiste de France (GCF). Elle constituait désormais le seul groupe révolutionnaire déterminé à poursuivre le combat révolutionnaire en s'appuyant fermement sur l'héritage et les positions classiques de la Fraction italienne ainsi que de la Gauche communiste internationale. Reprenant à son compte la démarche critique développée par Bilan dans sa lutte contre l'opportunisme de l'Opposition de gauche animée par Trotsky, la GCF allait désormais poursuivre ce combat au sein du milieu révolutionnaire, tout particulièrement à l'encontre de la démarche totalement opportuniste sur laquelle s'était développé le Partito Comunista Internazionale en Italie à partir de 1943.

Le combat contre l'opportunisme au sein de la Gauche communiste

La Gauche communiste de France tint sa deuxième conférence en juillet 1945 au cours de laquelle elle adopta un rapport sur la situation internationale. Tout en défendant les positions classiques du marxisme sur la question de l'impérialisme et de la guerre, notamment face aux aberrations développées par Vercesi, ce document constituait un réel approfondissement dans la compréhension des principaux problèmes que devait affronter la classe ouvrière dans la décadence du capitalisme. La GCF comprit notamment que les tentatives de réactions du prolétariat à partir de 1943-1944 comme en Italie n'avaient pas mis fin à la contre-révolution. Tirant les leçons de la vague révolutionnaire ayant surgi à la fin de la Première Guerre mondiale, la bourgeoisie mondiale avait empêché toute forme de réaction et de solidarité prolétarienne à l'échelle internationale en usant pour cela des moyens les plus cyniques et féroces.

De plus, en reprenant à son compte

défendre en tant que minorité au sein de la fraction. La déclaration fut adoptée mais en l'absence de nombreux militants qui n'avaient pu se déplacer.

suite page 6

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle

toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quels que soient leurs prétextes, ethniques, historiques, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus

de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni « d'organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.